

## **Le capitalisme coopératif de Montebourg : et l'écologie dans tout ça ?**

### **Dominique Boullier**

**Note sur le dernier livre de Arnaud Montebourg, des idées et des rêves, ou comment un socialiste peut enfin nommer clairement la finance comme ennemi sans pour autant nous donner la méthode pour gagner.**

Et si la bonne surprise venait de Montebourg ? Certes la panne d'inspiration de la gauche depuis des années et l'absence de leaders convaincants nous font sans doute espérer trop vite à la moindre étincelle de clairvoyance et d'enthousiasme et l'on nous dira aussitôt qu'un ambitieux de plus dans le poulailler socialiste ne garantit pas un leader éclairé. Prudence donc. Mais quand même, certains socialistes nomment enfin clairement les défis et les ennemis de notre temps. Je connaissais Montebourg pour ses diatribes anti Chirac et pour ses projets de VI<sup>ème</sup> République et dans les deux cas, il m'était apparu sympathique, tenace, précis et souvent brillant. Mais j'avais oublié, comme il le rappelle dans son livre, qu'il avait été très actif dans la commission sur le blanchiment au temps du gouvernement Jospin, au moment même où Eva Joly officiait sur des dossiers financiers semblables, ce n'est pas un hasard mais c'est un temps révolu, ne l'oublions pas. Il a d'ailleurs l'honnêteté de rappeler que la couardise de ministres socialistes en place avait abouti à l'enterrement des procédures les plus offensives. On a envie de dire « des noms, des noms », mais ce n'est pas le ton du livre, et après tout tant mieux, les règlements de compte ne peuvent remplacer les analyses... à condition de ne pas oublier quand même et de ne pas remettre en selle ces politiques qui ont failli. Je ne connaissais pas non plus son histoire personnelle, ce métissage franco-algérien dont il est issu, qui contraste avec le style aristocrate dont on l'affuble parfois et qui vient sans doute de ses formes d'expression verbales et de ses mimiques, qu'on ne retrouve plus dans son livre, ce qui dépersonnalise utilement.

Ce livre est construit aux deux tiers comme un programme économique, ce qui peut étonner quand on connaît les compétences juridiques d'Arnaud Montebourg, et l'appui de conseillers avisés se sent parfois nettement. Mais heureusement, ce n'est pas une pure technicité, un diagnostic savant de plus mais bien une charge argumentée contre la financiarisation de l'économie. Et son expérience passée contre les paradis fiscaux et le blanchiment permet de donner quelque crédibilité aux convictions qu'il affiche. Son anti libéralisme s'était déjà manifesté lors du référendum puisqu'il n'était pas favorable au traité constitutionnel, ce que j'avais oublié, sans doute parce qu'il n'avait pas fait campagne en respectant, lui, la discipline du parti. Il ne pouvait guère être associé aux furieux antieuropéens à la mode Mélenchon car il a toujours réaffirmé la nécessité de construire encore plus d'Europe et non moins (avec un gouvernement économique notamment). Ça me rassure un peu et nous avons besoin de ces leaders capables de faire le pont entre ces deux camps de la gauche qui se sont violemment déchirés dans une bataille qui a laissé des traces (mais quand on sait que Laurent Fabius avait aussi milité activement, lui, pour le non, on se dit qu'il restera difficile de se servir de cette boussole).

La démonstration contre la financiarisation est sans doute classique pour qui est convaincu comme moi depuis dix ans qu'il s'agit d'une arme de destruction massive (voir ma boussole cosmopolitique de 2003 sur le site cosmopolitiques notamment et divers articles sur capitalisme financier et innovation par exemple) mais elle est aussi appuyée sur des économistes, les atterrés notamment mais aussi Lordon. On pourrait craindre un essai modéré de correction des excès du capitalisme financier mais pas du tout : c'est une offensive en règle qui est proposée avec des mesures très crédibles. La gauche pourrait elle enfin entendre ce discours ? Et comprendre que désigner ainsi l'ennemi clairement lui permettrait de regagner vraiment des voix à gauche (et à droite) y compris protestataires, sans pour autant renier son

esprit réformiste ? L'absence de régulateur est pointée mais c'est bien le principe même d'une finance autoréférente, tournée sur ses seuls critères et obligeant toute l'industrie (et au-delà tous les esprits) à s'y soumettre qui est décrit, dénoncé et proposé comme cible.

Car le discours industriel de Montebourg fait aussi plaisir à entendre, ce n'est plus un discours défensif mais créatif fondé sur la durabilité et sur l'innovation. Sa focalisation sur la rente à combattre dans tous les domaines est fort bien venue et permet de reconnecter avec une cible traditionnelle de la dénonciation en France, même si elle prend ainsi le risque d'oublier les formes nouvelles prises actuellement. Ainsi rien n'est dit sur les brevets, (logiciel, sur le vivant, etc..) qui sont une appropriation abusivement longue d'une rente et qui servent seulement à la valorisation des titres en bourse. Car ces portefeuilles de brevets ne sont pas nécessairement exploités mais visent à la fois à bloquer la concurrence (donc un frein à l'innovation) et à faire miroiter des revenus futurs aux actionnaires (donc un frein à l'industrialisation). Et il est heureux de le voir pointer, sur la question de la politique industrielle, la soumission complète de la gauche aux diktats de l'économie financière, lorsque Jospin justifiait l'impuissance de l'Etat à Renault Vilvoorde ou ailleurs, ou aux clientèles des notables locaux (« la cautèle et la trouille » sur la réforme de « la mafia des tribunaux de commerce »). Mais son plaidoyer quasi saint simonien n'est pas pour autant un retour à des tentations nationalisatrices qui étaient déjà dépassées et sans prise sur ce qui se jouait en 1981. C'est un « capitalisme coopératif » qu'il appelle de ses vœux et le principe ne peut que raviver la flamme des anciens autogestionnaires (Lip est d'ailleurs cité). On aimerait cependant parfois un bilan plus précis des dérives complètes de la coopération agricole ou bancaire, qui nous ont conduit à la fois au productivisme délirant et à l'escalade financière aussi irresponsable que dans toutes les autres banques.

C'est là où souvent le bât blesse dans le livre : on veut croire à la justesse de l'orientation, mais on se demande encore ce qui empêcherait les bonnes idées de ne pas être laminées, dès lors qu'aucune méthode n'est vraiment proposée sur le plan politique pour faire tenir ces propositions face aux puissances installées. Le problème se répète pour la démondialisation, empruntée à Walden Bello, qui repose sur un plan de bataille en quatre actes dont on voit bien les lignes de force mais dont on devine aussi les réactions vigoureuses pour la bloquer. La confiance dans la loi, dans les représentants élus capables de faire passer des mesures contraignantes, paraît parfois étonnante pour un homme politique aussi expérimenté.

A vrai dire, ce n'est d'ailleurs que depuis peu qu'Arnaud Montebourg s'est confronté réellement à un pouvoir exécutif d'une collectivité territoriale. Il est président du conseil général de Saone et Loire depuis trois ans et cette expérience est sans doute la plus importante pour la fiabilité du personnage. Car les programmes ont été cent fois écrits, certes souvent par ceux qui n'avaient aucune chance de gouverner, mais même la taxe Tobin, désormais enfin reconnue comme la plus intelligente, efficace et indolore des mesures, ici reprise et généralisée, demanderait à la fois une volonté de fer et une souplesse de tous les instants pour contourner toutes les oppositions et la faire exister dans la réalité. Certes, il vaut mieux avoir de bonnes idées au départ pour avoir une chance qu'il en reste encore quelques unes à l'arrivée de l'épreuve de réalité politique. Mais les citoyens ne s'y trompent plus et l'impuissance des politiques et de leurs beaux programmes est devenue évidente lorsque la dictature des marchés financiers soumet des états entiers au chantage. Montebourg souligne bien ce problème d'ailleurs et rappelle sans insister comment toute la gauche européenne, qui gouvernait quasiment partout en 2000, a contribué à donner toutes les clés du pouvoir à la finance et comment le rêve européen en est aujourd'hui dévitalisé.

Ce qui fera la différence sera d'une part la vision mobilisatrice, qui va au-delà des adaptations ou des batailles point par point : en cela, Montebourg fait la preuve relativement bien dans ce livre de sa capacité à porter une vision. Et d'autre part, la méthode, la confiance donnée ou non aux acteurs dans l'action des élus et de la société civile. Et c'est là où l'expérience du

conseil général est intéressante. A vrai dire le premier récit proposé est assez inquiétant : le président du conseil général montre surtout ses talents pour convaincre toute une population d'accepter les mesures terribles de rigueur qui affectent des services essentiels : certes, la responsabilité de l'Etat sarkozyste est entière dans cette affaire et la comparaison est faite avec la Grèce pour montrer qu'il faut savoir prendre des mesures à contre-cœur. Mais précisément, cette capacité de conviction de la nécessité de la rigueur est très répandue chez tous les hommes politiques, certes avec des styles différents, plus ou moins sadiques ou jouissant de l'amour du censeur, mais avec des résultats identiques. Plus prometteur cependant est le récit de l'interdiction partielle des poids lourds sur la RN 73 qui s'était transformée en voie de transit international. Montebourg apparaît capable d'anticiper sur les critiques des uns et des autres, de les écouter, de ne pas céder sur l'objectif général et d'inventer une solution de compromis qui permet aux usages locaux du transport routier d'être autorisés tout en interdisant le transit. Et cela en écoutant et en allant sur le terrain et en inventant des solutions nouvelles. On aurait aimé aussi cette capacité d'invention dans la situation du département sans doute mais la voie est tracée, sous réserve de vérification locale de la réalité et de l'intérêt des compromis trouvés.

Ce souci de prendre en compte les contributions des citoyens sous des formes non officielles en encourageant l'empowerment ( le terme est cité page 317) est prometteuse. Il ne faut pas se cacher que cette voie est en directe contradiction avec le modèle républicain français, encore renforcé par la tradition gaullienne et la valorisation de l'expertise technique et administrative. Permettre aux collectifs de tous types d'être reconnus pour leurs capacités et non selon leurs statuts a priori est une rupture « culturelle » dont Montebourg semble sous estimer la difficulté. Les politiques de la ville qu'il propose rapidement, comme celles de l'école, sont toutes marquées par des approches territoriales et républicaines très classiques. Chicago est cité dans la surveillance collective qui est mise en place. Mais la méthode pour associer la population est totalement différente, non basée comme en France sur une présence sur un territoire décrété zone sensible mais sur des collectifs motivés par des projets sans autre critère a priori (voir Donzelot). Ce sont ces expériences et ces savoirs faire là qu'il faut pouvoir diffuser pour espérer sortir des modèles technocratiques d'assistance qui reproduisent la déprise sur son propre devenir.

Mais Arnaud Montebourg excelle nettement plus dans les montages constitutionnels sur lesquels il termine son livre et qui sont peu développés ici, tant ils sont connus et finalement assez partagés, pourrait on même dire. Mais comment fera-t-on alors pour les faire passer, en 6 mois avec un référendum ? Est-ce la mobilisation populaire quasi révolutionnaire qui emportera le morceau ? Mais alors quelle forme doit-elle prendre pour ne pas être contreproductive et générer la peur toujours bien utilisée par les conservateurs de tous poils ? Là aussi on aimerait un manuel de stratégie du mouvement social qui viendrait à l'appui des offensives politiques légitimes que Montebourg, on n'en doute pas, saura mener en tribune mais aussi dans les coulisses.

Bref, on est heureux de se retrouver d'accord avec 90 % de ce qui est proposé comme analyse et comme programme et l'on se dit qu'on tient là une vision qui est bien argumentée. Mais on reste quand même inquiet quant aux leviers d'action. Notamment en tenant compte du changement culturel que cela suppose de la part des élites politiques dans leur rapport aux gouvernés, qui ont désormais tant de possibilités de contribuer ailleurs, hors de la sphère politique. Sinon, on craint fort que l'art du compromis emporte toutes les visions admirables. C'est exactement ce que l'on se dit sur le point le plus novateur du livre pour Montebourg, sa conversion... à la conversion écologique de l'économie ! Il admet clairement n'avoir guère pris au sérieux tout ce que nous, écologistes, avons pu dire depuis 1973 et Dumont, pour simplifier.

Ce qui fut le plus choquant pour moi fut de lire que sa conversion eut lieu après avoir assisté à une conférence d'Al Gore sur le réchauffement climatique et ses conséquences. Je ne sais pourquoi mais cela m'a désolé. Cela m'inquiète pour la classe politique socialiste car finalement seuls quelques vedettes bien ancrées dans l'establishment peuvent les faire changer d'avis, comme quoi on vit toujours dans un petit milieu avec peu d'ouverture intellectuelle et l'on méprise ceux avec qui on a pourtant gouverné sans rien apprendre. Mais cela m'inquiète aussi pour les écologistes, car cela veut dire que nous n'avons pas été capables, depuis tant d'années, d'être convaincants pour des esprits aussi éclairés que Montebourg (qui est quand même un rénovateur qui ne ménage pas ses efforts et qui n'a pas la même cuirasse que les éléphants bien connus). Avons-nous donc été si mauvais ? Qu'avons-nous raté dans notre présentation des visions et des faits que tout le monde désormais admet ? Finalement, c'est cela sans doute qu'il faut retenir, tout le monde y vient et c'est donc une victoire idéologique malgré les contrecoups inévitables depuis deux ans pour faire machine arrière (contrecoups qui ont quand même abouti à faire échouer Copenhague). Mais la perception de la catastrophe à venir est certes un déclencheur, elle ne dit pas, là encore, quelle méthode nous devons employer. Et l'on voit bien Montebourg s'essayer à toutes les méthodes à la fois. Le credo technique et innovateur, selon lequel la science et la technique nous proposeront les solutions de l'avenir : tout son modèle de capitalisme coopératif s'appuie de façon assez bien vue sur un renouveau productif orienté vers le développement durable. En cela, il est dans la tendance optimiste la plus robuste, celle qui ne veut pas voir les contraintes que l'on va devoir mettre en œuvre. C'est cette crainte d'une politique dirigiste, qui tue le désir, qui motive tout son traitement de la question. Et la critique des écologistes reste forte de sa part sur ce plan. Mais du coup, ce sont des solutions roses-vertes qui sont proposées pour toujours mettre en avant la justice sociale nécessaire dans tout traitement des enjeux écologiques (notamment avec la taxe carbone).

Ce discours, déjà repéré chez Ségolène Royal, se veut séduisant par son esprit de synthèse et son côté compassionnel mais d'une part il oublie la conversion profonde de toutes les aspirations du consommateur au producteur et de toutes les habitudes que cela suppose, et, d'autre part, là encore il oublie de décrire la méthode, c'est-à-dire celle qui va permettre de convaincre et/ou de contraindre certains intérêts très puissants à changer leur fusil d'épaule (et même à abandonner leur fusil !). On comprend bien qu'un candidat à la présidentielle se veuille rassembleur et non diviseur, mais, par exemple, le flou sur le nucléaire reste une faiblesse qui fera fuir des tenants de chacune des positions alors qu'il faudrait être capable d'affirmer une vision là aussi, d'inventer des voies tierces mais fermement orientées et de mettre en place les politiques pour atténuer les coûts de la transition.

Mais il y restera toujours des adversaires farouches. Montebourg le sait bien qui ne craint pas de s'y affronter de temps en temps. Alors pourquoi ne pourrait-on pas là aussi décrire cette méthode qui nous permettra de sortir de ces débats bloqués ? La vision de la décroissance des secteurs économiques dépendants du carbone est pourtant présentée et permet de concilier ce slogan de la décroissance en lui donnant une réalité limitée à un domaine de pertinence précis. La capacité de Montebourg à pourchasser l'emprise de la doctrine du libre-échange dans les esprits est remarquable et convaincante (pour une démondialisation verte qui réduirait les échanges de biens trop consommateurs de carbone à la production et au transport, sans oublier les autres critères sociaux). Pourquoi ne deviendrait-il pas aussi convaincant comme Al Gore pour l'écologie ? Pour cela, il faudrait comprendre ce qui attache si profondément les socialistes au productivisme, à la croissance pour elle-même alors même que tout ce monde s'est écroulé autour d'eux depuis 20 ans et qu'ils ont laissé faire au nom d'un supposé réalisme économique. Il faudrait faire porter le diagnostic sur tout le modernisme, ce qui est évoqué rapidement, en invoquant Latour à contre-sens d'ailleurs.

Pour que Montebourg ait des chances de convaincre les écologistes, il faudrait qu'il soit capable de convaincre les socialistes eux-mêmes en leur faisant faire un examen de conscience aussi poussé que celui qu'il a entamé pour la financiarisation des esprits. Car qui ne peut convaincre ses proches aura bien du mal à être crédible au-delà. Les écologistes devraient sans doute l'aider car après tout, car il ne faut pas laisser passer une chance de réinventer une politique qui donne envie de vivre ensemble. Après la vision, plutôt convaincante, nous attendons donc le deuxième tome, le discours de la méthode pour en espérer plus.

Arnaud Montebourg, Des idées et des rêves, Flammarion, 2010.